

BANQUE DE FRANCE

TENDANCES RÉGIONALES

FÉVRIER 2026

Période de collecte :

du mercredi 25 février 2026 au jeudi 04 mars 2026

L'économie régionale dans l'expectative

CONTEXTE NATIONAL	2
SITUATION RÉGIONALE	3
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	4
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	8
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	11
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	13
MENTIONS LÉGALES	14
MÉTHODOLOGIE	15

Contexte National

La collecte de cette enquête (environ 8 500 entreprises ou établissements entre le 25 février et le 4 mars) a été marquée à mi-parcours par le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient le 28 février : environ un tiers des réponses ont été recueillies avant cet événement et deux tiers après. Pour février, selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité économique poursuit sa progression à un rythme conforme aux anticipations.

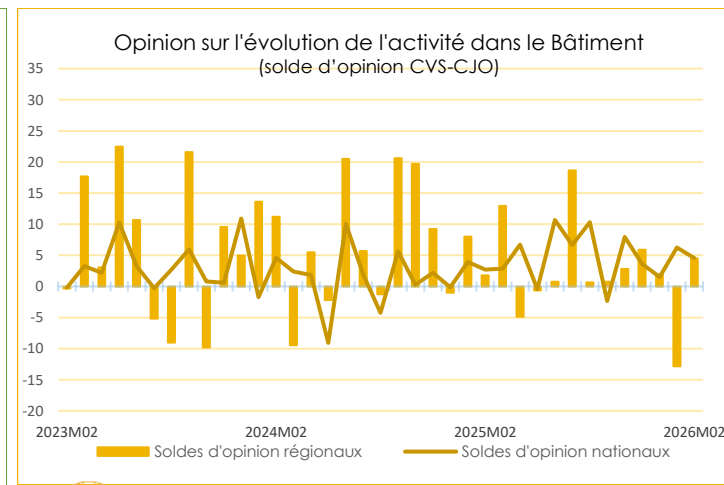
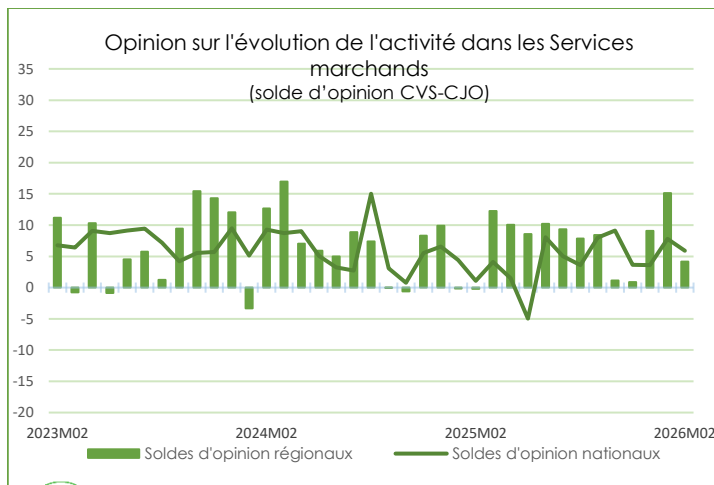
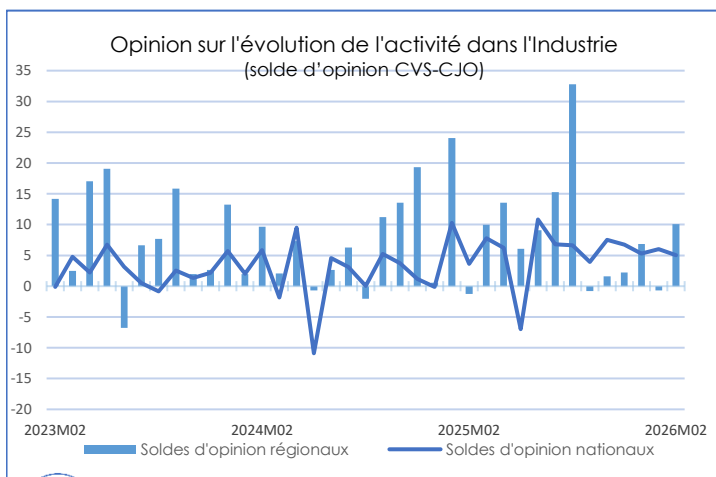
Dans l'industrie, l'activité demeure au-dessus de sa moyenne de long terme pour le neuvième mois consécutif, tirée par les filières technologiques. L'activité dans les services reste soutenue, légèrement au-dessus des anticipations formulées le mois précédent par les chefs d'entreprise, tandis que le bâtiment conserve une dynamique positive malgré un contexte peu porteur.

La situation de trésorerie se dégrade légèrement, certaines entreprises signalant un allongement des délais de paiement de leurs clients. Les difficultés d'approvisionnement augmentent faiblement, mais sans signe de détérioration durable. Les prix de vente progressent modérément dans les trois grands secteurs. Le travail temporaire demeure dynamique.

Pour mars, les entreprises anticipaient une activité toujours bien orientée dans l'industrie et les services et plus limitée dans le bâtiment. Cependant, alors que l'incertitude continuait de reculer dans les premières réponses datant d'avant le 28 février, elle a rebondi nettement dans les suivantes, les entreprises évoquant des risques de hausse des prix de l'énergie et de perturbations logistiques.

Sur la base des résultats de l'enquête, complétés par d'autres indicateurs, nous confirmons que le PIB pourrait progresser entre 0,2 et 0,3 % au premier trimestre. Cette prévision technique est toutefois soumise à un aléa baissier compte tenu des incertitudes liées au conflit au Moyen-Orient et à son impact sur les chaînes d'approvisionnement et sur les prix de l'énergie qui pourraient peser sur l'activité en fin de trimestre.

Situation régionale



Source Banque de France

Points Clefs

L'activité industrielle de la région progresse plus fortement qu'au plan national, à l'exception des sous-secteurs de la fabrication de matériels de transport et des autres industries manufacturières qui, respectivement, stagnent ou se replient légèrement. Les bonnes performances du secteur ne se traduisent toutefois pas par une hausse de l'utilisation des capacités de production, qui demeure inférieure à sa moyenne de long terme. Les effectifs restent globalement stables, en cohérence avec le niveau de remplissage des carnets de commandes.

Dans les services marchands, la tendance de l'activité reste positive, tout particulièrement dans les secteurs de l'ingénierie et du transport. Une légère baisse est constatée dans l'hébergement malgré la période de vacances scolaires. Les trésoreries se rétractent légèrement, dans un contexte de prix globalement stables. Une majorité de métiers fait face soit à des difficultés de recrutement, soit à des renouvellements importants de personnel, ce qui conduit globalement à une stabilité des effectifs.

S'agissant du bâtiment, le secteur connaît un rebond d'activité porté par le second œuvre. Compte tenu des conditions météorologiques de la période, les travaux en extérieur ont été rendus difficiles, voire impossibles, sur certains chantiers. À l'exception des prestations haut de gamme, le gros œuvre demeure peu dynamique à l'approche des élections municipales. Les carnets de commandes restent faiblement orientés et la pression sur les prix persiste.

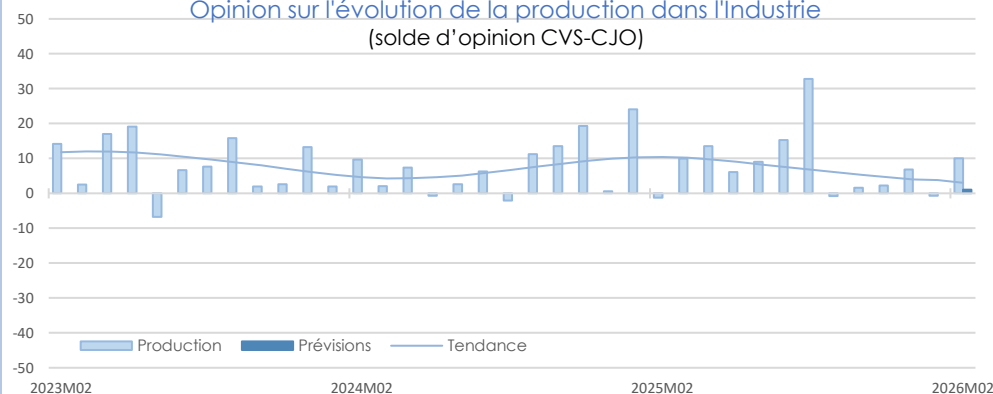
Enfin, à la suite des événements récents au Moyen-Orient, les dirigeants de l'ensemble des secteurs se montrent prudents quant à leurs perspectives d'activité, notamment en raison de la forte hausse du prix du pétrole et des difficultés d'approvisionnement susceptibles d'affecter leurs activités.



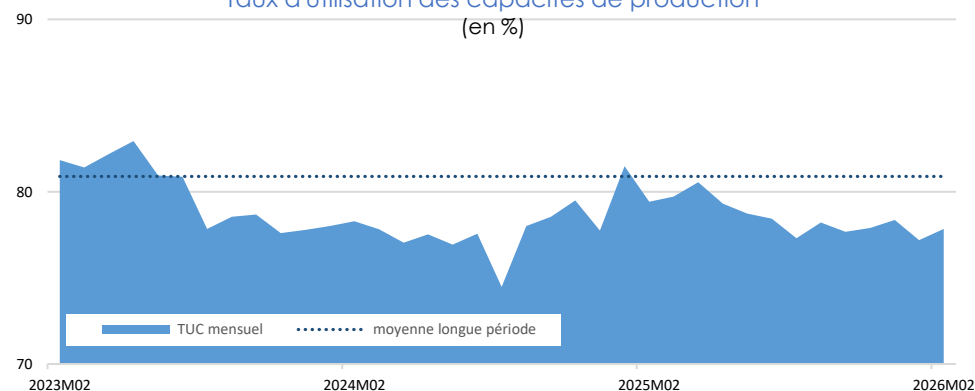
Synthèse de l'Industrie

Après le recul observé en janvier, l'activité industrielle régionale progresse dans la plupart des segments, à l'exception de la fabrication de matériels de transport, qui se stabilise, et des autres industries manufacturières, toujours en baisse. Ce rebond est alimenté par une reprise de la demande, notamment à l'international. Pour autant, les carnets de commandes se remplissent difficilement, hormis dans la fabrication de matériels de transport, ce qui limite les ajustements d'effectifs. Les prix augmentent davantage à l'achat qu'à la vente et l'incertitude liée au conflit au Moyen-Orient pèse sur les perspectives, qui demeurent prudemment orientées vers la stabilité.

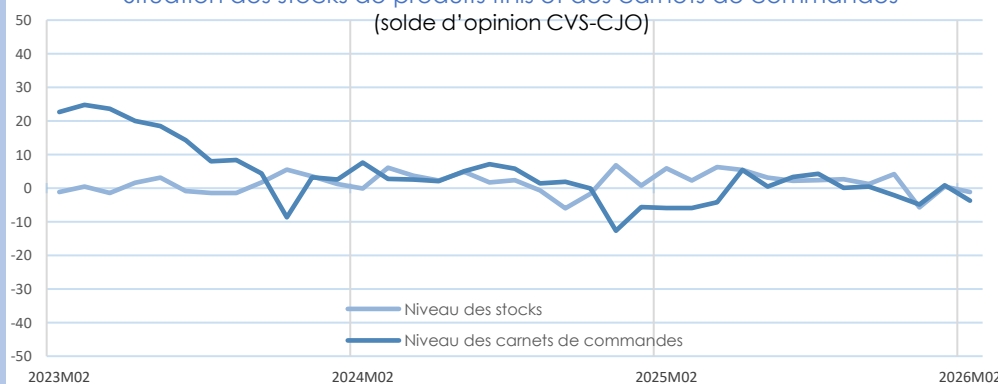
Opinion sur l'évolution de la production dans l'Industrie
(solde d'opinion CVS-CJO)



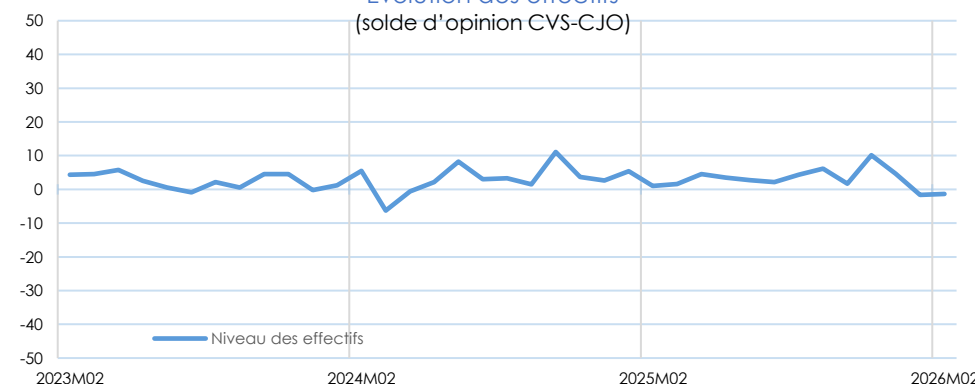
Taux d'utilisation des capacités de production
(en %)



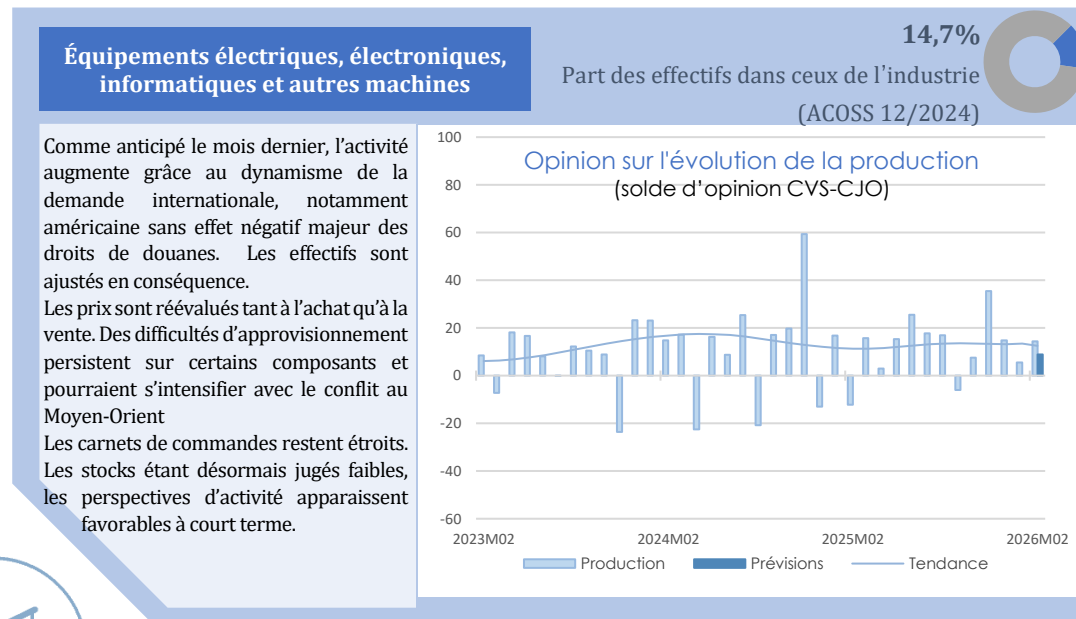
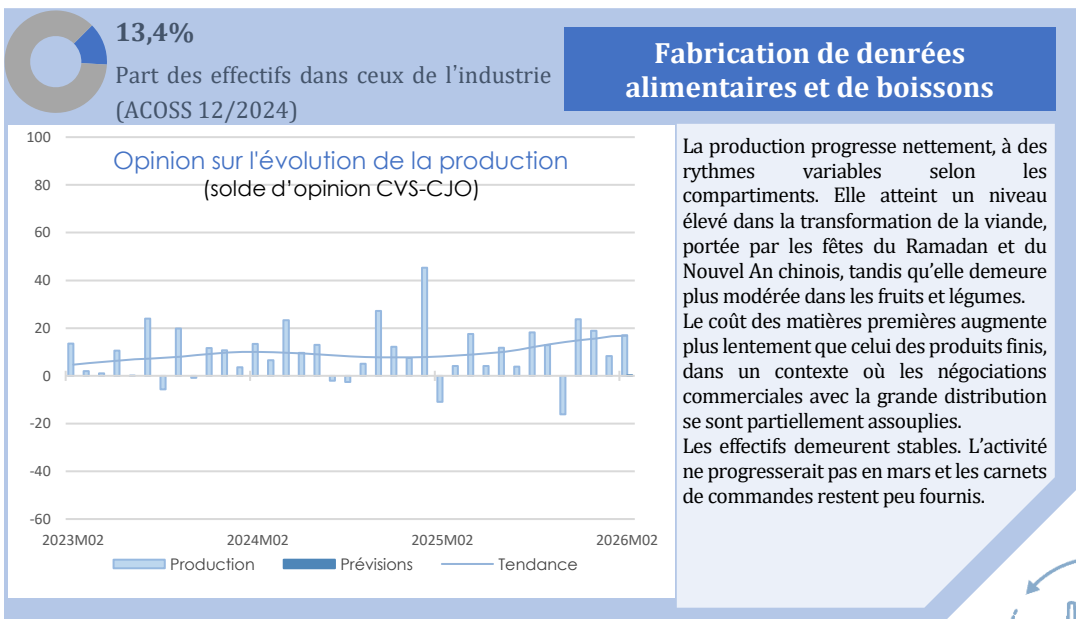
Situation des stocks de produits finis et des carnets de commandes
(solde d'opinion CVS-CJO)



Evolution des effectifs
(solde d'opinion CVS-CJO)

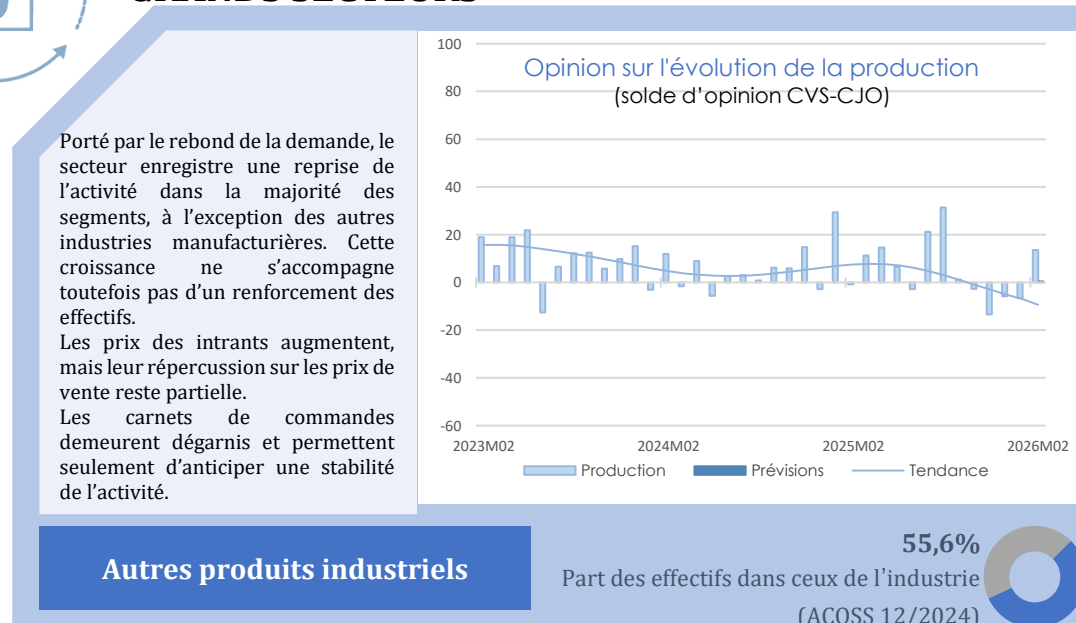
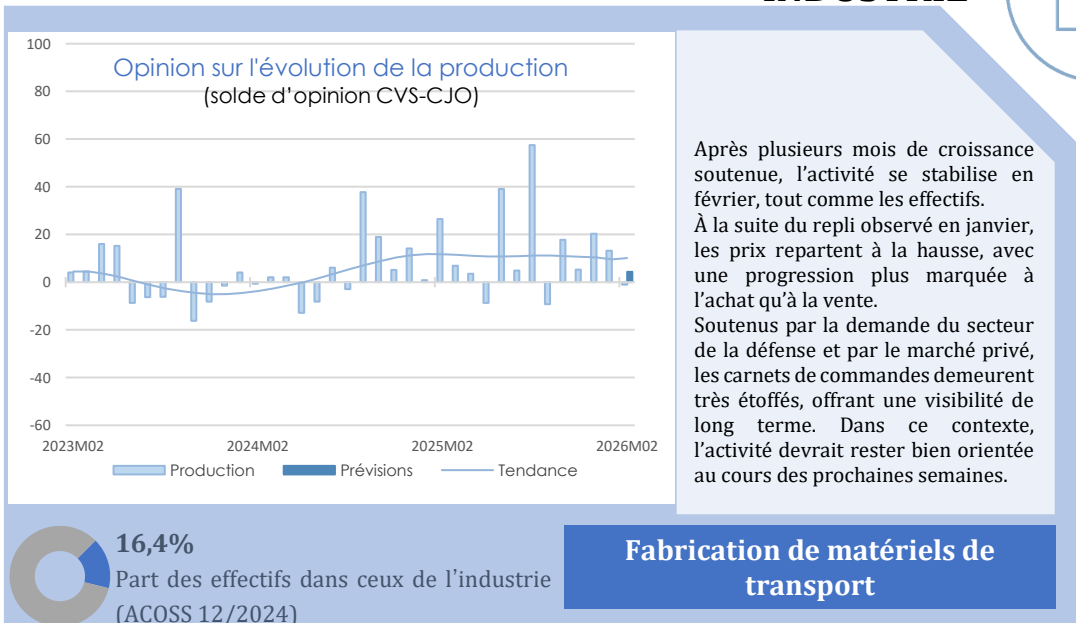


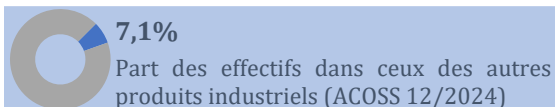
Source Banque de France – INDUSTRIE



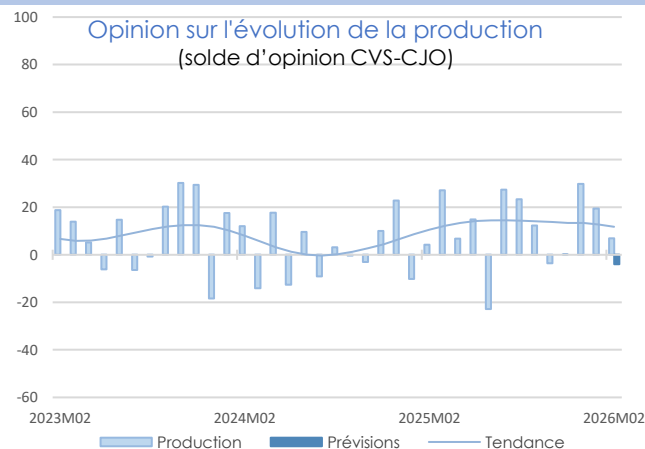
INDUSTRIE

GRANDS SECTEURS



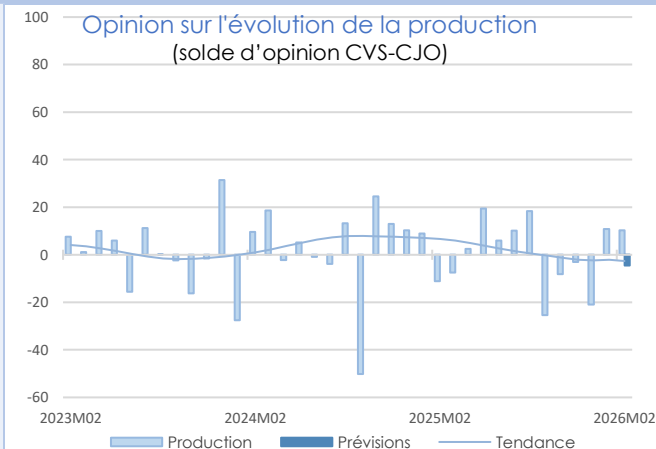


Travail du bois, industrie du papier et imprimerie



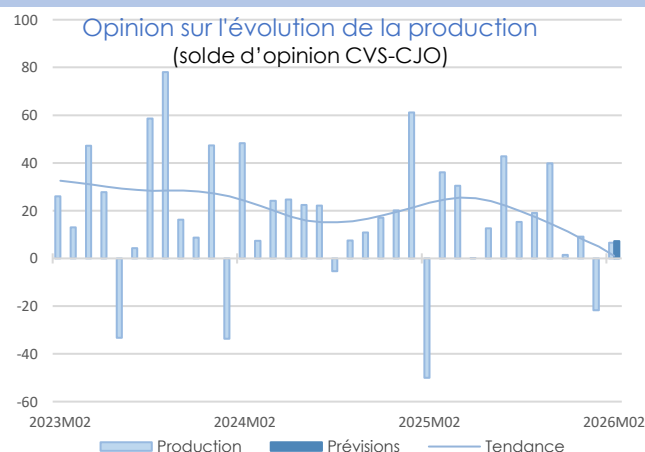
L'activité globale progresse modérément. Elle est soutenue par les activités d'imprimerie en prévision des élections municipales. Les prix à l'achat diminuent, notamment pour le bois, tandis que les prix de vente augmentent. La faiblesse des carnets de commandes ne permet pas d'anticiper une orientation favorable de l'activité à court terme ni de renforcer les effectifs.

Produits non métalliques

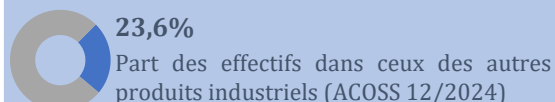


La production s'accroît de nouveau, bénéficiant d'une demande domestique dynamique. Toutefois, les effectifs ne sont que légèrement renforcés. Les prix des intrants augmentent, en particulier ceux des plastiques, tandis que les prix de vente demeurent quasiment stables. Les prévisions d'activité apparaissent en retrait, ce que confirment des carnets de commandes étroits.

AUTRES PRODUITS



L'activité progresse modérément, tirée à la fois par la demande intérieure et par la demande internationale, en particulier celle des États-Unis. Les effectifs diminuent, notamment en raison de difficultés de recrutement selon les filières. Les prix des matières premières sont réévalués, notamment ceux des arômes, et sont partiellement répercutés sur les prix des produits finis. L'incertitude liée au contexte géopolitique est fréquemment évoquée. Elle conduit les dirigeants à anticiper une croissance d'activité limitée.

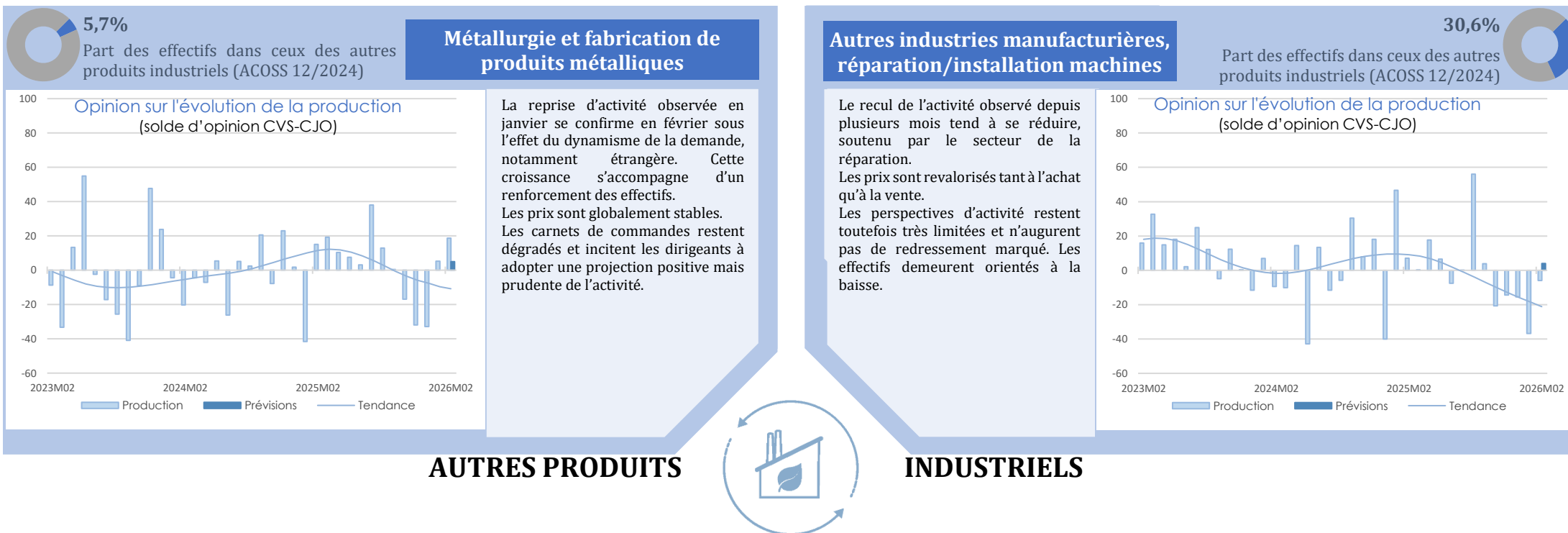


Industrie chimique

INDUSTRIELS



Pour en savoir plus : vous pouvez cliquer sur l'image pour accéder directement à l'enquête annuelle Bilan et Perspectives 2024-2025.





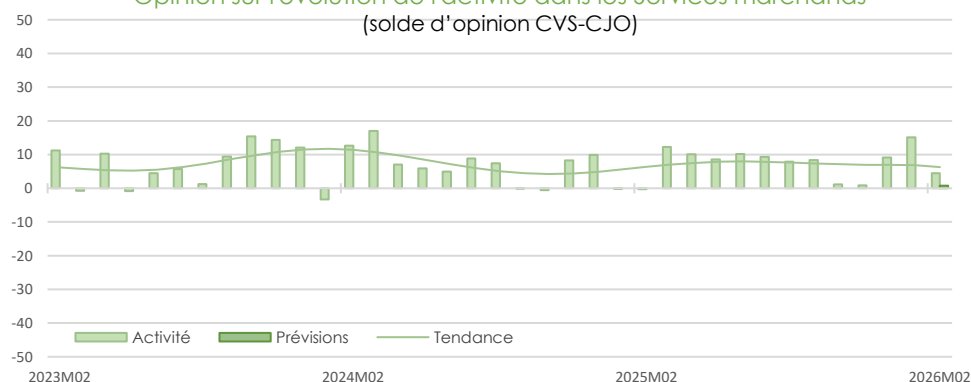
Synthèse des services marchands

L'activité des services marchands poursuit sa progression, à un rythme légèrement inférieur à sa tendance de long terme. Les secteurs du transport et de l'ingénierie enregistrent une nette hausse d'activité. Dans l'ensemble, les prix et les effectifs évoluent peu.

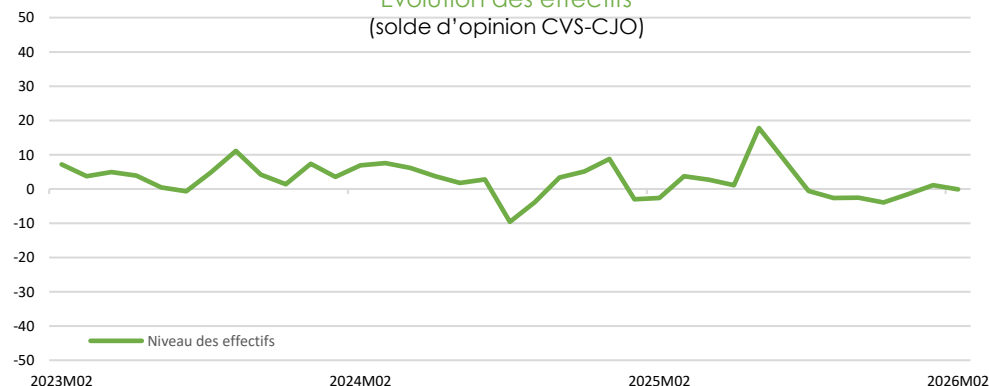
Les trésoreries, inférieures aux attentes des chefs d'entreprise, ne s'améliorent pas. Enfin, les perspectives d'activité se dégradent sous l'effet des tensions au Moyen-Orient.

SERVICES MARCHANDS

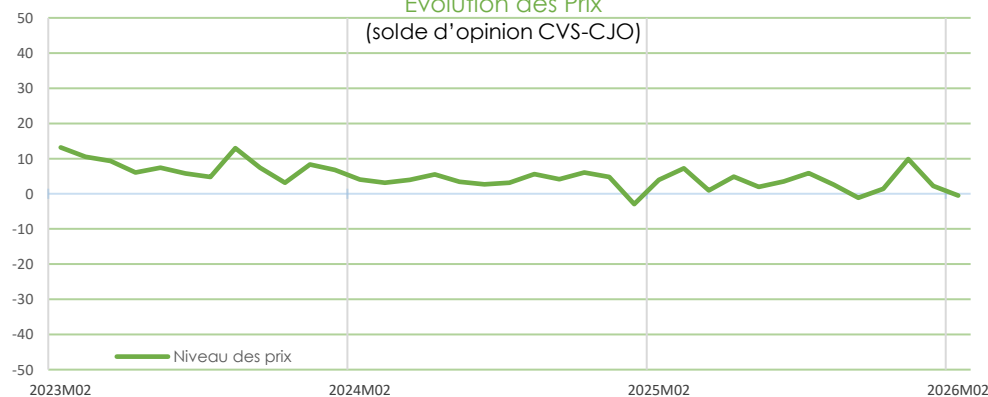
Opinion sur l'évolution de l'activité dans les Services marchands
(solde d'opinion CVS-CJO)



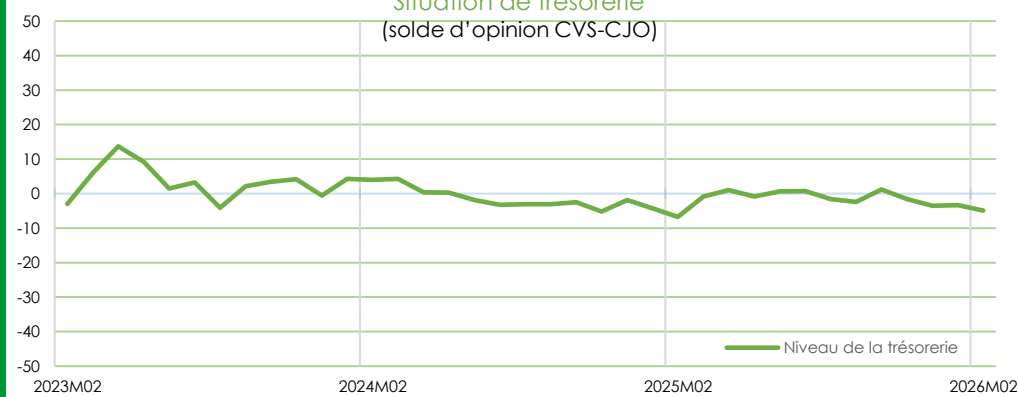
Évolution des effectifs
(solde d'opinion CVS-CJO)



Évolution des Prix
(solde d'opinion CVS-CJO)



Situation de trésorerie
(solde d'opinion CVS-CJO)



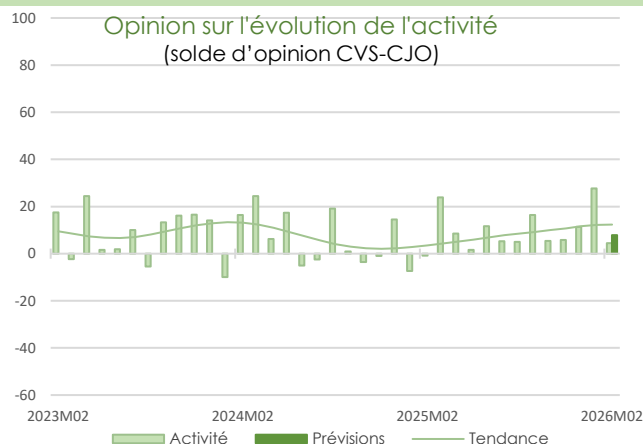
Source Banque de France – SERVICES

SERVICES MARCHANDS

47,8%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)

Réparation automobile, Transports, Hébergement et restauration



L'activité progresse au mois de février, soutenue par la hausse observée dans le transport.

Le transport et l'hébergement restent pénalisés par un fort renouvellement du personnel et certains dirigeants évoquent une pénurie de chauffeurs.

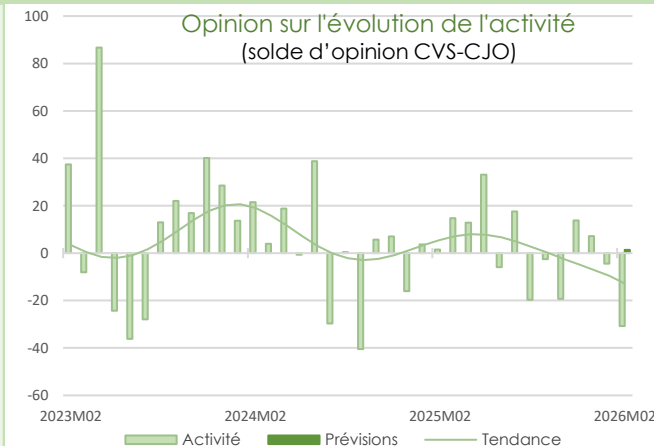
Dans le transport maritime, les perspectives demeurent fragiles, en lien avec le blocage du détroit d'Ormuz, les perturbations autour du canal de Suez ainsi que celles affectant le détroit de Bab el-Mandeb, auxquelles s'ajoute la hausse des prix de l'énergie.

dont Réparation automobile

L'activité se contracte nettement en février, faute d'une demande dynamique. Les professionnels peinent à en identifier les causes. Le niveau reste inférieur aux années précédentes, à l'exception de quelques niches telles que la réparation de véhicules de luxe. Les effectifs augmentent, en lien avec la volonté des entreprises de reconstituer leurs équipes. Aucun rebond de l'activité n'est attendu dans les prochains mois.

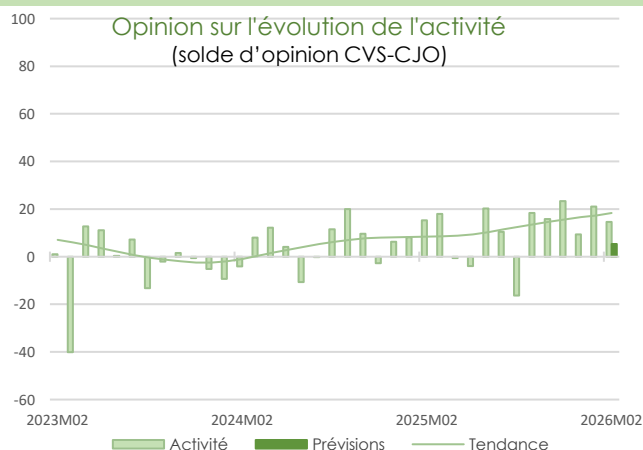
3,9%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)



SERVICES

MARCHANDS



L'activité progresse davantage qu'à l'ordinaire. Pour rappel, le début d'année précédente avait été fortement perturbé par les grèves de dockers.

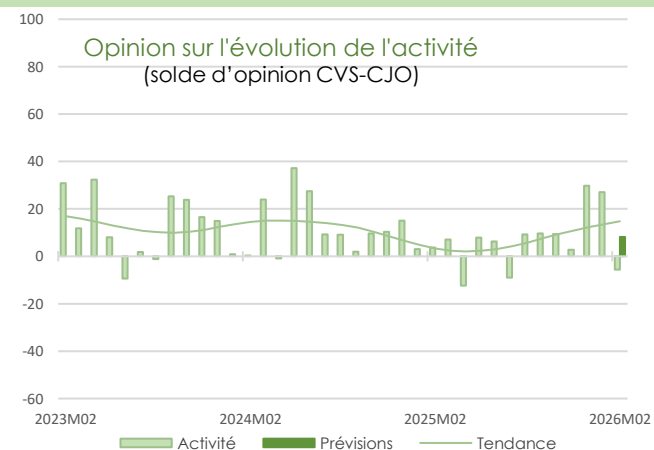
Les prévisions d'activité restent prudentes. L'incertitude s'accroît avec la dégradation du contexte géopolitique international.

Les taux de frêt et les prix des carburants augmentent en fin de mois, tandis que les circuits mondiaux de transport maritime s'allongent de deux à trois semaines en raison du détour imposé par le Cap de Bonne-Espérance.

Le début d'année est marqué par les fermetures annuelles. Après correction des effets saisonniers, l'activité reste globalement en deçà des attentes.

Les tendances varient toutefois selon les départements : la fréquentation est meilleure là où les conditions météorologiques ont été plus favorables.

Une reprise est anticipée, mais les professionnels restent inquiets de l'impact du choc énergétique sur le pouvoir d'achat et la demande.



14,3%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)

dont Transports et entreposage

dont Hébergement

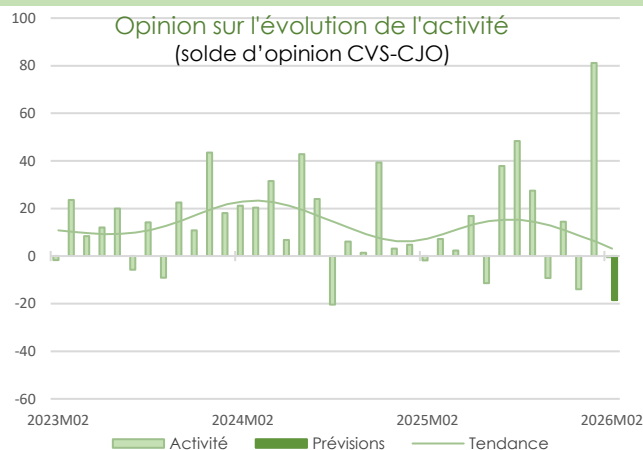
7,3%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)

11,9%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)

Information et communication



L'activité demeure à un niveau élevé après la forte progression enregistrée le mois précédent. Elle reste principalement soutenue par les services d'information, portés notamment par la demande internationale.

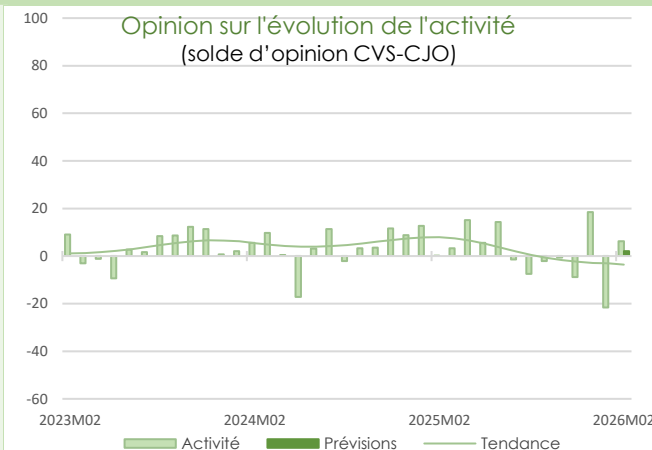
Cette trajectoire positive est toutefois fragilisée par la dégradation de la situation au Moyen-Orient, qui pourrait entraîner l'arrêt de plusieurs marchés jusqu'alors dynamiques. Dans ce contexte, les perspectives d'activité se détériorent nettement.

Ce secteur inclut les filières de l'édition et des activités informatiques

Activités spécialisées scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien

36,2%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)



Les courants d'affaires repartent à la hausse en février, soutenus par la filière comptable et l'ingénierie.

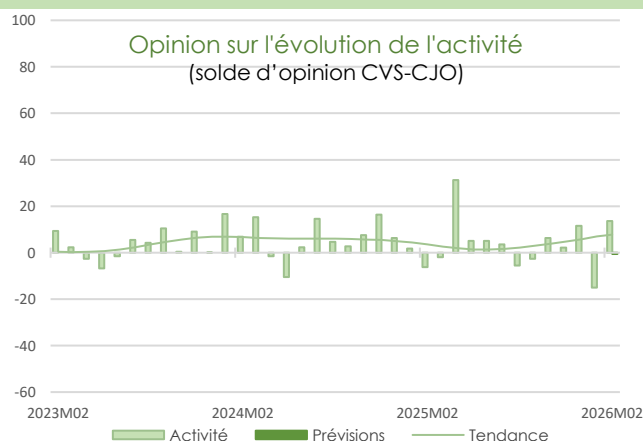
Des recrutements sont observés, notamment dans l'ingénierie.

Dans les prochaines semaines, la stabilité de l'activité devrait prévaloir. Le rebond espéré du travail temporaire pourrait toutefois être atténué par le manque d'études dans l'ingénierie.

Outre les filières commentées ci-dessous, ce secteur inclut la filière « publicité et études de

SERVICES

MARCHANDS



L'activité est en hausse dans les cabinets comptables et d'ingénierie. Ces derniers signalent une amélioration de la demande, mais les contrats restent souvent de courte durée, ce qui limite les perspectives de croissance.

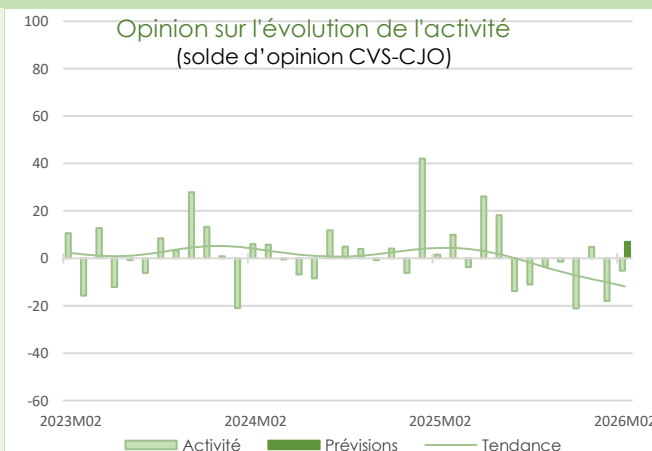
Dans les cabinets comptables, la réforme de la facturation électronique demeure au cœur des préoccupations. Son déploiement mobilise fortement les équipes, qui doivent adapter leurs pratiques.

Ce secteur inclut la location automobile, le travail temporaire et le nettoyage

Au sein des services de nettoyage, la négociation des contrats reste contrainte. Les clients se montrent très attentifs aux prix des prestations, ce qui ralentit les prises de décision.

Le recours aux intérimaires diminue dans le bâtiment, en lien avec les intempéries.

Un rebond est attendu en mars, porté par l'amélioration du climat des affaires dans le secteur du travail temporaire.



dont Services administratifs et de soutien

14,8%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)

20,4%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2024)

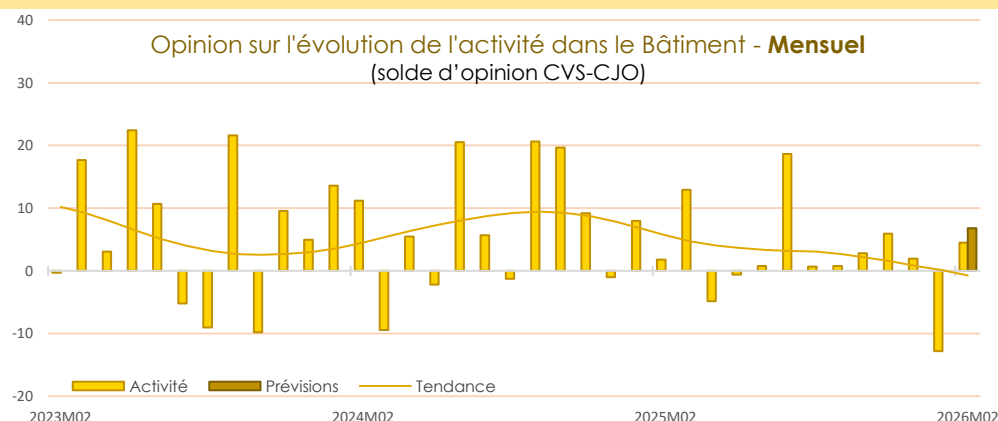
dont Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques



Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

En février 2026, l'activité ressort globalement au-dessus de celle enregistrée à la même période l'an dernier. Les professionnels du gros œuvre continuent toutefois de signaler un nombre insuffisant de chantiers et des montants jugés faibles. Les intempéries ont provoqué des retards d'avancement ou des reports de livraison. Le positionnement des clients demeure attentiste en perspective des élections municipales.

Des améliorations sont néanmoins annoncées pour mars, notamment grâce aux dispositifs « MaPrimeRénov' » et « Bail Réel Solidaire », susceptibles de générer de nouveaux contrats.



Les dirigeants du bâtiment indiquent majoritairement une hausse d'activité par rapport au mois précédent, conformément aux données nationales. Cette tendance positive est tirée par le second œuvre, grâce à des chantiers en intérieur et à des travaux réalisés dans les écoles pendant les vacances scolaires.

Dans le gros œuvre, si la baisse d'activité se poursuit, elle reste contenue grâce à une demande dynamique dans l'hôtellerie de luxe et à des travaux de rénovation réalisés sur des chantiers abrités.

Un renforcement des effectifs est également observé en février, malgré des difficultés persistantes de recrutement sur les profils techniques. Les prix des devis subissent toujours une pression à la baisse en raison d'une forte concurrence. Seules les entreprises proposant des prestations haut de gamme parviennent à maintenir leurs prix.

Les prévisions d'activité sont favorables. Une pluviométrie moins importante et l'allongement des journées devraient permettre davantage de livraisons. Les événements géopolitiques de fin de mois inquiètent toutefois les professionnels du secteur, qui anticipent une hausse du coût du carburant et de plusieurs matières premières (polystyrène, enduits, résines).

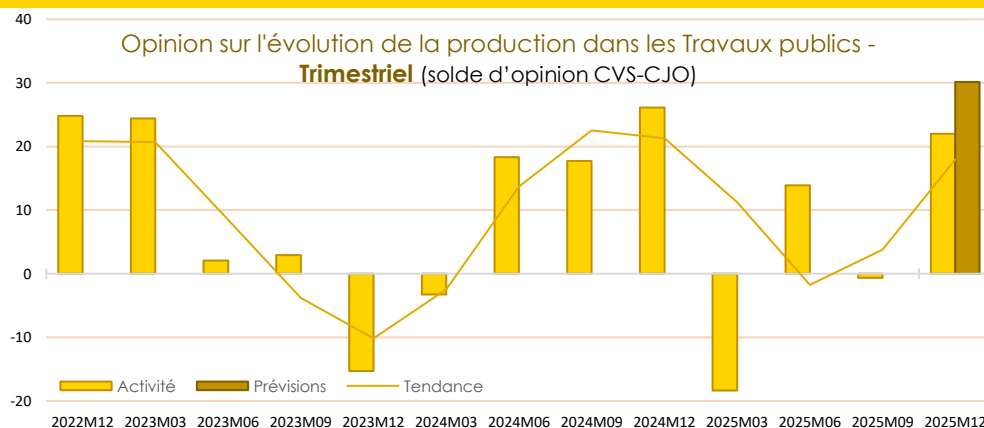
4e trimestre 2025 :

Au quatrième trimestre 2025, l'activité des travaux publics s'améliore par rapport au trimestre précédent, certains professionnels ayant cherché à finaliser les chantiers avant la fin de l'année.

Les carnets de commandes restent toutefois insuffisants et inférieurs à leur niveau de 2024.

Les prix évoluent peu, malgré quelques baisses liées à une concurrence accrue.

Les perspectives apparaissent plutôt favorables pour le trimestre à venir, malgré des incertitudes persistantes.

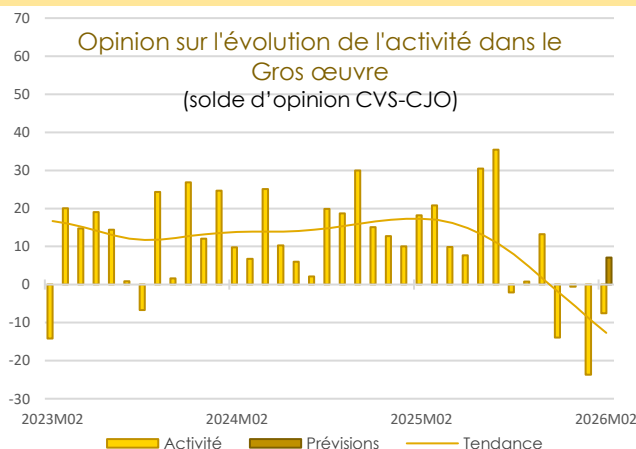


Source Banque de France – CONSTRUCTION

26,3%

Part des effectifs dans ceux du BTP (ACOSS 12/2024)

Opinion sur l'évolution de l'activité dans le Gros œuvre
(solde d'opinion CVS-CJO)



Gros œuvre

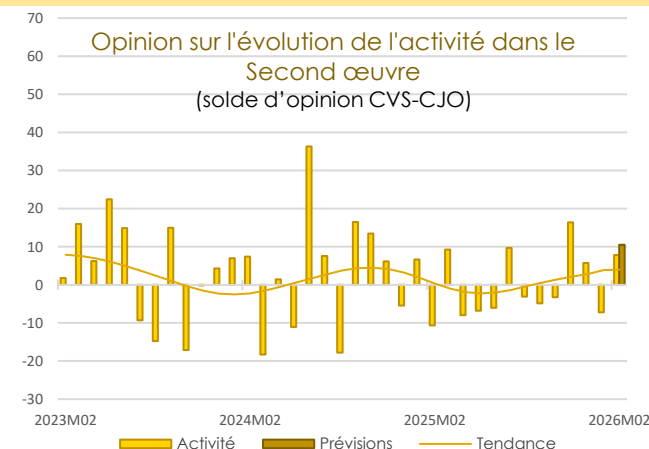
La baisse d'activité se poursuit dans le **gros œuvre**, même si elle apparaît moins marquée qu'en janvier. Les conditions climatiques ont rendu certains terrains impraticables et ont empêché le montage de grues sur plusieurs chantiers. Le contexte préélectoral ne favorise pas la passation de marchés publics ni la délivrance de permis de construire, lesquels font par ailleurs l'objet de recours plus fréquents qu'à l'accoutumée. Les effectifs sont toutefois en légère augmentation, en lien avec la hausse d'activité attendue avec le retour des beaux jours ainsi qu'avec certaines opportunités sur des marchés de niche, notamment les travaux de soutènement et les aménagements en avancée sur mer.

Second œuvre

L'activité ressort en hausse dans le **second œuvre**, ce qui permet une augmentation des effectifs afin d'assurer la réalisation des chantiers en cours. Les perspectives d'activité sont positives. Les professionnels anticipent une montée en charge à l'approche du printemps, notamment grâce aux travaux de rénovation. Même si des tensions apparaissent sur le marché de l'isolation, une diversification vers des activités de protection contre les incendies demeure possible. Les chantiers dans le tertiaire et dans les copropriétés restent pour l'instant décalés et devraient démarrer après les élections municipales.

49,6%
Part des effectifs dans ceux du BTP (ACOSS 12/2024)

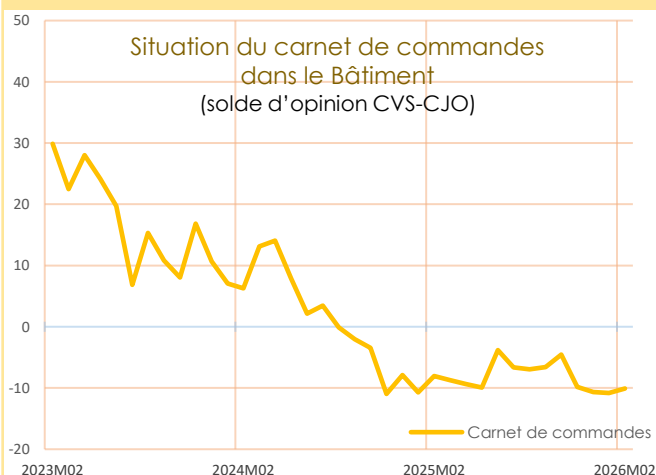
Opinion sur l'évolution de l'activité dans le Second œuvre
(solde d'opinion CVS-CJO)



BÂTIMENT



Situation du carnet de commandes dans le Bâtiment
(solde d'opinion CVS-CJO)

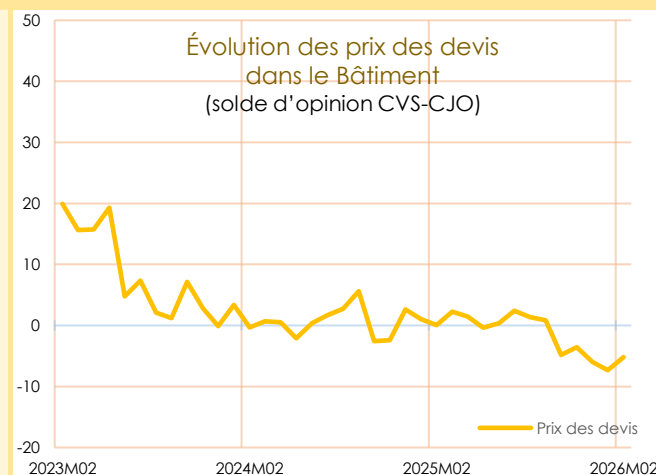


Les carnets de commandes sont jugés insuffisants par la majorité des professionnels du bâtiment, ce qui limite la visibilité à court terme. Les délais de signature des contrats définitifs s'allongent et nécessitent un investissement accru des entreprises du secteur. Les instabilités géopolitiques et les crises successives contribuent également à accentuer ce phénomène.

Carnets de commandes

Les prix des devis poursuivent leur baisse, bien que de manière plus modérée, notamment dans le gros œuvre. La concurrence reste très forte et les prix sont tirés vers le bas par les filiales des grands groupes. Parallèlement, certains coûts continuent d'augmenter (béton, ciment, cuivre, traitement des déchets), sans répercussion systématique sur les prix de vente. En conséquence, les marges sur les contrats conclus se réduisent. Pour le mois de mars, les professionnels anticipent une quasi-stabilité des prix des devis.

Évolution des prix des devis dans le Bâtiment
(solde d'opinion CVS-CJO)



Prix des devis



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises
 Conjoncture	Tendances régionales en Provence - Alpes - Côte d'Azur Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France



Banque de France Département des Affaires Économiques Régionales	
<i>Place Estrangin-Pastré CS 90003 - 13254 MARSEILLE CEDEX 06</i>	
	0512-emc-ut@banque-france.fr
Rédacteur en chef	
Lise HÉCART, cheffe des activités économiques régionales	
Directeur de la publication	
Denis LAURETOU, directeur régional	

**RETROUVEZ-NOUS sur notre page
régionale LinkedIn**



Méthodologie

Enquête réalisée auprès d'environ 500 entreprises et établissements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur sur l'évolution de la conjoncture économique dans les secteurs de l'industrie, des services marchands, du bâtiment et des travaux publics.

Solde d'opinion :

- *Le solde d'opinion est la somme des opinions positives et négatives données par les chefs d'entreprise, pondérées par l'effectif de l'entreprise et redressées par la valeur ajoutée de chaque secteur*
- *Il reflète au niveau agrégé les réponses données par les chefs d'entreprise suivant une échelle de notation à sept graduations (trois degrés d'opinion autour de la normale). Sa valeur est comprise entre - 200 et + 200.*

*Les **séries** sont révisées mensuellement et prennent en compte les données brutes corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.*

*La **tendance** est une moyenne statistique calculée sur plusieurs mois glissants.*

*Les **effectifs ACOSS** sont les effectifs recensés par l'URSSAF et correspondent « au nombre de salariés inscrits au dernier jour de la période » renseigné dans la Déclaration Sociale Nominative (DSN) hormis certains salariés comme les intérimaires, les apprentis, les stagiaires...*